

Édito

« **L'** *accident de Fukushima est un accident à zéro mort et zéro blessé dans la population [...]. Il ne sera pas possible de montrer ultérieurement une quelconque influence de cet accident sur la santé du peuple japonais*¹. » Tels sont les mots décomplexés tenus par un banal expert du nucléaire quelques semaines après l'accident de Fukushima. Les commenter est difficile, presque impossible en fait, tant ils provoquent la fureur, la consternation, tant ils donnent envie d'empoigner leur auteur par la cravate et de la traîner avec ses gosses dans la région de Fukushima ou de Tchernobyl. Mais dans un monde renversé comme le nôtre, son propos est « scientifique » et notre réaction « irrationnelle ».

Notre raison contre la sienne, donc, puisqu'en l'absence d'une conscience collective de ce qu'est, en réalité, l'industrie nucléaire et face au fanatisme de ses partisans — la production assistée par la science appelle au sacrifice de tout le reste —, il faut en passer par une contre-argumentation et rappeler sans cesse des faits. En voici quelques-uns : à ce jour, plus d'un an après les premières explosions de Fukushima-Daïchi, la situation des réacteurs n'est toujours pas stabilisée et les installations continuent à fuir de toute part. Par mesure de prophylaxie, les écoliers des zones contaminées grandissent avec un dosimètre autour du cou. À Tokyo, nullement épargnée par les retombées radioactives, le gouvernement appelle les citoyens à faire preuve de solidarité en consommant des denrées de Fukushima. Des dizaines de milliers d'hommes, pour une bonne part des pauvres bougres recrutés par la mafia, ont été envoyés dans la marmite du diable pour tenter d'enrayer la réaction en chaîne. Dans la préfecture de Fukushima, l'une des principales régions agricoles du Japon où les taux de radioactivité sont comparables à ceux de la zone interdite de Tchernobyl, l'évacuation massive des habitants qui s'imposait a été écartée au profit d'une campagne de « décontamination » au terme de laquelle des milliers de tonnes de déchets radioactifs seront disséminés dans tout le pays.

Tout comme il n'y a jamais eu de retour à la normale en Ukraine et en Biélorussie, il n'y aura pas de retour

¹ Philippe Guétat, expert du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), *Agro Mag'* : *Revue des ingénieurs du vivant*, n°21, avril-juin 2011, « Fukushima, catastrophe naturelle ou accident nucléaire ? ».

à la normale au Japon. Ce qui se dessine, en revanche, c'est une « banalisation » de la vie contaminée. C'est le sens à peine voilé des propos de cet expert du CEA assumant qu'« *il ne sera pas possible de montrer ultérieurement une quelconque influence de cet accident sur la santé* » des Japonais : l'impact de la catastrophe est déjà en passe de devenir invisible, dissout dans des controverses statistiques qui n'intéressent personne. À l'échelle d'une population, les cancers et autres maladies radio-induites se voient beaucoup moins bien que quand vous vivez sur place, où, là, ils vous sautent à la figure.

Rien n'est plus éloigné de l'instantanéité des médias que l'éternité de la pollution radioactive. Une région du monde — encore une — perdue à tout jamais. Cette donnée submerge non seulement les cadres de l'information événementielle, mais aussi les capacités de notre imagination. Pourtant, si l'on prenait la mesure, ne serait-ce que partiellement, de ce qu'implique un tel événement, le monde en serait transformé. Il serait impossible, par exemple, de ne pas se retourner contre les dirigeants de l'État et de Tepco, qui ont depuis des décennies vanté la sécurité du nucléaire et minimisé ses risques, avec le même argumentaire que celui d'Areva, du CEA, d'EDF et des gouvernements français depuis De Gaulle.

Le déni et l'oubli sont certes orchestrés au plus haut niveau par les dirigeants et les experts internationaux, mais ils sont aussi les conséquences directes de notre impuissance. C'est parce que notre isolement politique et notre intégration à la machinerie industrielle nous rendent matériellement incapables de réagir à la hauteur d'un tel événement, que nous acceptons de ne pas le voir dans toute sa crudité.

C'est seulement en nous mettant en mouvement, en acceptant la nécessité impérieuse de lutter, que nous trouverons le courage de regarder la réalité en face. Tant que l'on n'a aucune prise sur lui, le monde de l'industrie nucléaire est invisible, parce qu'insupportable : des milliers de sous-traitants irradiés dans le turbin des centrales, des Nigériens ou des Aborigènes expropriés pour faire place à de nouvelles mines d'uranium,

des contestations réprimées dans la violence, des pollutions lentes, diffuses et irrémédiables autour de chaque installation, et, chaque décennie, une catastrophe qui dépasse l'entendement. Tout ça pour quoi ? Pour ne pas voir que l'électricité « moins cher » n'est qu'un mythe, tant son industrie est subventionnée par l'argent public. Pour entretenir un modèle économique qui joue à la roulette russe pour augmenter le PIB, attelle des hommes à des tâches qui leur répugnent, appâte des entreprises avec des territoires qu'elles s'empressent de dévaster. Pour ne pas admettre que le fleuron de notre patrimoine industriel, cette technologie virile et prométhéenne, est un monstre inepte.

Que faire alors pour ne pas céder à l'impuissance ? C'est de cette question que sont parties nos enquêtes, alors même que certains d'entre nous étaient à Valognes, non loin de l'usine Areva de la Hague, sous les lacrymos d'une police venue « sécuriser » le passage d'un convoi de déchets nucléaires un matin de novembre 2011. Ce Z a été projeté par cette joyeuse guérilla des bocages : par des courses dans les pâtures, des sauts au-dessus des haies au milieu des grenades assourdissantes et des troupeaux de vaches affolées pour s'approcher des rails et retarder le passage du train. Quelques heures de blocage pour, au moins, rompre le silence.

Venus d'Inde, d'Australie, d'Allemagne, ou de France, les récits rassemblés ici sont portés par un même élan. Face à un horizon nucléaire présenté comme indépassable s'affirme le désir d'une existence affranchie de la démesure industrielle, d'une production pensée à l'échelle de nos territoires, à partir de nos besoins et non de ceux de la croissance. Il s'agit de décider collectivement de ce que nous voulons produire, à quelles fins, et de trouver des manières de vivre qui se passent des sources d'énergie qu'une société libre ne pourra jamais maîtriser.